

vers l'Ouest, via Toul, puis vers le sud, jusqu'à Metz, et enfin à Paris, où il arrivera le 1^{er} novembre. Il sera alors à Paris pour la révolution, et restera dans la capitale jusqu'au 1^{er} janvier, probablement de la ville, mais aussi de l'Est, de l'Aisne et de l'Oise.

Le 1^{er} novembre, il sera à Paris de toute prudence sur l'île de la Cité, et le lendemain en entrer à tout franc d'amende et à tous les départs de l'instance d'appel.

tona toshino o Tsuruhi; to nfa na mono no te o amia no roto nai in Tsuruhi v.; to fumai ne Nana a Pouri i tama na maa titu se fumai ne iana i te uta hoe haderu fumai e i te maa tama feito ne o chiha tama i fumai.

Adresse au 28 octobre 1870.

N° 439

Voici les conclusions prises par le ministère public à la suite de faire homologuer une décision du conseil du district de Pernambuco qui n'a pas été frappé d'appel dans les délais fixés par la loi, et qui accorde aujourd'hui force de chose jugée :

Attendu que ce jugement n'a rien de contraire à la loi;

Par ces motifs,

La cour, après en avoir délibéré, dit que le jugement suivant, dont l'homologation est requise, est homologué, savoir:

Précis de Pernambuco.

N° 422.—Le jugement du 4 juillet 1870, devant l'autorité de justice, portant condamnation à Pernambuco, également pour être un des révoltés contre le gouvernement, S. M. le Prince-Papeete IV à Tu, demandant à Papeete, sa capitale de la ville d'Abomey, ou Tapaoua, des élections libres, et que le Prince-Papeete, son successeur en son nom depuis 1853, sous le nom de Tapaoua.

Maibea e tons 'tota na pacau feti, e mai tele i muiri nei te hora o te tuha rasi: te 14 o te tuha na Te- maibea, oia o Titohi a Muvi i, te hori muvi: te 14 o te tuha na Valho t., te 14 o te tuha na Niuhi v., te 14 o te tuha na Mairiti t., te 14 o te tuha na Tutea t., te 14 o te tuha na Opoa v., tona maa tosao e te tushine; te 14 o te tuha na tona tamaati feti o Faihara t., te tamati a tonna tamaati feti o Kaliba t., te 14 o te tuha na Tama v., te fumai nei te Nana a Pouri i tama na maa titu se fumai ne iana i te uta hoe haderu fumai e i te maa tama feito ne o chiha tama i fumai.

Precis de Pernambuco au 28 octobre 1870.

N° 438.

Il bia ria e i te para i tigao binhia e te amba tura in fatia e amba tura in fatia sua ma a te amba ria matsumae tsai tsai binhia i tauri ria, etts ria hori ho teva e tsaki su ore a'e i te tura e mo te mea aia i hori ho mai i rote i na matsumae i haspahui e te tura, na riro i chiha oti ria i tele nos;

Il bia ria e o tejio nei fatias rea, sime o reira e vali au ore ne i te tura;

Te reira ria maa maa,

Te havra ria rabi, i muiri a'e i te inai ria, te fumai nai e o tejio nei fatias ria hori i tama binhia ria nei e i te fumai hia, te fumai e te taura binhia ria nei e :

Matahina o o Pernambuco.

N° 422.—Le jugement du 4 octobre 1870, à Papeete na Pernambuco à Teure t., e fai fumai, e i te Pernambuco, également pour être un des révoltés contre le gouvernement, S. M. le Prince-Papeete IV à Tu, demandant à Papeete, sa capitale de la ville d'Abomey, ou Tapaoua, des élections libres, et que le Prince-Papeete, son successeur en son nom depuis 1853, sous le nom de Tapaoua.

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES D'EUROPE

Les nouvelles reçues par le *Tessendero* vont du 17 octobre au 10 novembre. Metz a capitulé le 27 octobre par suite de la faiblesse qui régnait dans la place. Loin d'assurer l'esprit de résistance, ce désastre n'a fait que l'accentuer. Le levé, d'après l'exception d'un artilleur par le gouvernement, a mal produite une division regrettable au sein de la garnison. A la suite de cette émeute ou plutôt de cette éruption, les commandants du gouvernement ont soumis leurs pouvoirs à l'opinion populaire; l'autorité leur a été conservée par une majorité importante. La France a dû repousser les conditions proposées; elle continue la guerre, et non sans avoir des motifs d'espérer la succès. Paris a 290,000 hommes propres à prendre l'offensive; en dehors en compte six armées formant un ensemble de 530,000 hommes. Aussi un emprunt de 250 millions, décreté par le gouvernement de la République, va soutenir-là avec empressement, tandis qu'un nouvel emprunt prussien a complètement échoué sur le marché de Londres. Malgré des malheurs innombrables, la guerre semble seulement commencer pour la France, alors que la Prusse, grâce à ses victoires, pouvait croire qu'elle était terminée.

Tours, 17 octobre.—Tous les départements à 100 kilomètres de l'ennemi ont été déclarés en état de siège. On y établit des comités militaires de défense.

M. Kératry, arrivé récemment de Paris, ira à Madrid en mission secrète. M. Laurier a été envoyé à Londres, chargé d'une mission importante. M. Gambetta est parti en mission pour Lyon et Besançon. Le préfet de Lyon a passé en revue 30,000 gardes nationaux. Il y a eu grand enthousiasme.

Londres, 17 octobre.—Une bataille a été livrée samedi 15 octobre à Bagnères, devant Paris, dans laquelle 5,000 Prussiens ont été tués.

Cette bataille française a été de nouveau ressemblée au large de Dunkerque. Ce fut, de fait, la plus importante d'une escouade dans la mer du Nord. Elle a fait éliminer les places par les Allemands et replacer les torpilles et les obstacles à l'embouchure de l'Elbe. L'escadre française de la mer du Nord est accompagnée de bateaux plats.

Gambetta a été reçu aujourd'hui à Besançon avec un immense enthousiasme. Il a passé en revue une masse considérable de garde nationaux, garde mobile et francs-tireurs.

Sessions à Paris qui après une destruction terrible de vie et de propriété. Les Prussiens ont rencontré une résistance désespérée de la part de la garde nationale. Quatre fois ils ont été chassés de la ville, mais chaque fois renforcés ils ont fini par écraser les Français. On ne faisait pas de quartier; ceux qui tombaient étaient achevés à coups de baïonnette. Les femmes jettent du haut des maisons tout ce qu'elles avaient sur la tête des cavaliers. Les manufactures de glaces, les boulangeries, les distilleries sont détruites; deux cents maisons sont en cendres.

Les banquiers de Londres refusent de négocier le papier de l'Allemagne, particulièrement celui de Berlin. La tentative de faire un nouvel emprunt prussien sur le marché de Londres a complètement échoué.

Tours, 18 octobre.—Les Prussiens et les Français se concentrent en grandes forces près Orléans, pour une grande bataille. Les Prussiens occupent Orléans.

Un télégramme de Dijon annonce que Vesoul est occupé par les Allemands.

Londres, 18 octobre.—Dimanche une nouvelle attaque a été faite contre les positions allemandes au sud de Paris qui n'avaient pas été emportées la veille. Les Bavarois, qui avaient battu Bagois, Chevilly et l'Hay, ont été surpris du gros coup par la garde nationale et la garde mobile de la Gôde-d'Or. Les Bavarois ont combattu avec opiniâtreté, et l'officier a dû jeter jusqu'à une heure de l'après-midi, mais ils ont été complètement mis en déroute.

La bataille de Bagnères a été si meurtrière que les Prussiens ont demandé un armistice de six heures pour enterrer leurs morts. On l'a refusé.

Les propositions de paix faites par le général américain Burnside au nom de Bismarck étaient les suivantes: Une indemnité de guerre de 500 millions de francs; l'Alsace et la Lorraine restant territoire français pendant dix ans, et leur sort fut décidé par un plébiscite; l'entrée des Prussiens à Paris pour y signer la paix. Les Parisiens ont rejeté ces conditions avec indignation.

Hambourg et Brême sont menacés par la flotte française.

— L'armée allemande en France est maintenant à l'aide de renforts constants. On estime qu'il y a 600,000 Prussiens sur le sol français.

La poste hongroise s'étend avec une惊人的 rapidité. Elle régne depuis la Pologne jusqu'à l'Atlantique.

La reine d'Angleterre a été priée par le représentant de la Prusse de presser les ministres de faire un effort pour assurer un traité de paix entre la France et l'Allemagne.

On dit ce soir que les ministres espagnol et hollandais ont protesté contre tout changement dans le territoire actuel de la France, de la Belgique et de la Hollande.

Tours, 19 octobre.—M. Gambetta est de retour ici.

Les dépêches de Paris sont remplies de détails sur les mesures prises par les autorités pour assurer les vivres. Le bétail est principalement à l'abri; les légumes sont gardés avec soin, et la provision de pommes de terre est formidable. Des fontes ont été faites pour incessant, détruisant les batteries prussiennes quels qu'elles soient élevées. L'admirable feu des canonniers de la marine rend les positions de l'ennemi intenables.

Londres, 20 octobre.—En dépit des efforts du gouvernement pour empêcher de telles démonstrations, un immense meeting a été organisé la nuit dernière pour exprimer la sympathie pour la République française. Vingt mille personnes étaient présentes. La politique du gouvernement a été critiquée. On a parié en faveur d'une alliance défensive avec la France, et l'on a passé une résolution demandant au parlement d'abroger les pensions dues aux princes allemands et au comte de la princesse héritière de Prusse et celle du prince Louis de Hesse. Il a été dit que le plus tôt les rois et les reines seraient détrônés sera le meilleur.

Londres, 21 octobre.—Le correspondant de la *Tribune* démontre devant Metz plusieurs raisons pour lesquelles les négociations pour l'addition de Metz ont échoué, et que l'envoyé est rentré dans la ville assiégée.

Le maréchal Bazaine proposait de rendre toute son armée aux mêmes termes que la capitulation de Sedan, sauf que la garnison régulière de Metz continuerait à occuper la forteresse; la moitié au moins des forces d'investissement était ainsi laissée libre. Le général de Metz a rejeté ces termes.

Tours, 21 octobre.—M. de Kératry, rappelé de Madrid, est arrivé aujourd'hui.

Des avis officiels de Paris du 18 montrent que la résolution des défenseurs de la capitale est toujours la même. Les Français ont repris position à Vitry, Villejuif, Couche, Ivry, Sucy-en-Brie, Puteaux, Courbevoie, Pierrefitte et Stains, et tiennent le pont de Joinville et Gennevilliers. Les forces sont armées de 2,400 canons servis par 13,000 hommes. Il y a dans les magasins 3,000,000 de kilogrammes de poudre et chaque canon a cinq coups courts à tirer.

Bruxelles, 22 octobre.—L'arc de triomphe de la barricade de l'Étoile à Paris est maintenant un véritable fort blindé. Le travail en est terminé depuis un jour ou deux.

Londres, 22 octobre.—Une dépeche de Lille date d'aujourd'hui confirme l'occupation de Saint-Domingue par les Prussiens.

Londres, 22 octobre.—L'escadre de détroits a reçu l'ordre d'embarquer autant de provisions qu'il pouvait en tenir sous les économies.

Paris est énormément fortifié et ne peut être pris d'assaut. Les boutiques sont ouvertes depuis le lever du jour jusqu'à six heures du soir. Les principaux journaux sont publiés sous forme de brochures toutes deux jours.

Vienne, 22 octobre.—Le gouvernement autrichien, répondant aux representations de l'Autriche, déclare d'urgence un armistice à Tours et à Versailles.

Stoszow, 23 octobre.—Le général Bourbaki est parti aujourd'hui pour Amiens avec 20,000 hommes. De grands renforts sont arrivés à Stoszow, l'infanterie de marine et les canonniers viennent de Toulon. M. de Kératry est parti pour la Bretagne, où il prendra le commandement des forces de l'Ouest.

L'administration de la Banque de France est établie à Bordeaux, où elle restera jusqu'à la fin de la guerre.

Des avis de Paris du 18 octobre démontrent que 100,000 gardes nationaux ont été renvoyés à l'ordre du jour de Trocadero demandant des volontaires pour des sorties.

Tours, 24 octobre.—Tous le monde s'accorde à louer le général Trocadero pour son jugement et son activité infatigable. Il prévoit tout. Sa popularité est immense. Paris est plein de confiance dans son habileté et son patriotisme.

Le *Journal officiel* dit que tous les partis louent Gambetta pour tout ce qu'il a fait, et ajoute que, depuis qu'il est à Tours, il a organisé des armées, rétabli la discipline militaire, élevé le public à la hauteur des dangers de la situation, tenu les armées, était beaucoup de dissensions, fait des nominations judicieuses et évalué considérablement.

Tours, 25 octobre.—Des avis directs de Paris disent qu'une sortie finale le 31 a été extrêmement heureuse. Beaucoup de Prussiens ont été tués ou faits prisonniers.

Londres, 25 octobre.—La ville de Schlestadt a capitulé hier, après un bombardement terrible. La reddition comprend 2,400 soldats et 120 canons.

Londres, 26 octobre.—Des dépeches de Tours annoncent qu'une jeune fille de cette ville produit la plus intense sensation en imitant l'exemple de Jeanne d'Arc. Des centaines de personnes enthousiastes se sont entourées sous son drapé. On dit que ses appels sont aimablement patologiques et eloquents.

Tours, 26 octobre. — Une édition du *Mousquet* publiée hier soir condamne un décret instituant un emprunt de 250 millions de francs pour la guerre et le titre d'empereur de la défense nationale.

— 27 octobre. — Gambetta a publié une autre circulaire aux préfets des départements, recommandant la résistance à l'ennemi dans le cas du maintien du royaume.

Saint-Quentin a été attaqué. Les Prussiens ont subitement battu en retraite sans combattre les hostilités contre Amiens; ils se contentent maintenant à Liancourt.

Un décret donne le titre de citoyens français aux natifs de l'Algérie, de l'Indochine, de l'Algérie, de l'Algérie, de l'Algérie et Constantine, élevant à 92 le nombre des départements de la France.

La marche des Prussiens sur Lyon a été arrêtée par les victoires des Français. Garibaldi, depuis qu'il a pris le commandement, n'a cessé d'agir avec vigueur. Il a pris à l'ennemi des canons et beaucoup de prisonniers.

M. de Kératry a ordonné à tous les mobiles de Bretagne de se concentrer au Mans, afin de s'opposer à la marche des Prussiens qui semblaient se diriger de ce côté.

Les deux corps d'armée des Vosges et du Jura ont envoyé une protestation contre toute paix qui serait conclue avec la partie d'un peuple du territoire français.

Le *Mousquet* annonce que les personnes désirant envoyer des lettres à Paris peuvent les adresser à la préfecture à Tours. L'administration les enverra, car on est décidé à rompre les lignes postaliennes.

Loudres, 27 octobre. — On a reçu la nouvelle que, ce matin, les stipulations ont été signées pour la reddition des troupes du maréchal Mac Mahon.

Un journal de Manchester donne les conditions de paix suivantes, proposées par l'Angleterre, la Russie et l'Autriche : 1^e aucune cession de territoire; 2^e les fortifications de Metz et de Strasbourg rasées; 3^e la France paierait 200 millions de francs comme indemnité de guerre. Les puissances neutres garantiraient le traité de paix.

En deçà des rumeurs de la capitulation de Metz, l'Empire français a bien marché toute la journée.

La *Croix* appelle la République française.

Loudres, 28 octobre. — La capitulation de Metz n'a pas été signée que jeudi soir. La ville sera occupée par les Allemands demain.

Les Allemands qui occupaient Vesoul l'ont quitté pour aller à Gray-sur-Saône; ce mouvement est considéré comme le premier pas de leur marche sur Lyon.

Tours, 28 octobre. — On vient de recevoir et de publier la dépêche officielle suivante : « Bourges, 28 octobre. — Un télégramme de l'ambassadeur nous informe que les Prussiens ont suivi la ligne de Marchand et Bismarck, et qu'ils ont fait ces départs, munis avec eux 53 voitures blindées et 1200 hommes, en laissant sur le champ de bataille 1200 morts, 360 fugitifs ont traversé la frontière suisse. Ils ont été vaincus et dispersés. »

Rouen, 28 octobre. — Le préfet du département télégraphie au ministère à Tours que l'émissaire, poursuivi par un corps de cavalerie française (plus de 1200 hommes), a été tué au château de Chevilly, près de Chelles.

Loudres, 29 octobre. — Hier les Prussiens ont essayé de couper les communications entre Amiens et Rouen. Ils ont été repoussés sans avoir atteint leur but.

Luxembourg, 29 octobre. — L'armée prussienne, sous le commandement du prince Frédéric-Charles, est entrée à Metz hier et a occupé tous les forts de la ville. Toutes les fortifications sont maintenant entre les mains des Prussiens.

Tours, 29 octobre. — Le général de Polignac, qui a servi comme brigadier général dans l'armée fidérale, a reçu sa nomination à un commandement important dans l'armée de Garibaldi.

Châlons, 30 octobre. — Un hallein qui a quitté Paris ce matin est descendu ici. Il rapporte de bonnes nouvelles de Paris.

Amiens, 31 octobre. — Le général Bourbaki est arrivé ici hier. Il a été reçu avec enthousiasme. Il annonce l'intention de former des corps volontaires pour relever les places assiégées et entrer en campagne avec toutes les forces disponibles. Les préparatifs de défense se poursuivent de nos jours avec vigueur.

Dijon, 31 octobre. — Une dépêche de Beaune annonce que les Prussiens, au nombre de 10 000 hommes, bien pourvus d'artillerie, ont occupé Dijon. Ils ont bombardé la ville, qui est ouverte, pendant toute la journée de dimanche.

Dans presque toutes les villes du Sud et de l'Ouest, les gardes nationales et les citoyens ont fait une démonstration impétueuse en faveur de la République.

Loudres, 1^{er} novembre. — L'ordre du jour du maréchal Bessières annonne la capitulation sera publié. Il décrit sa justification et encourage les troupes à se soumettre.

Le *Tribun* annonce que M. Thiers a passé à Versailles dimanche, se rendant à Paris. L'impression générale à Loudres est que la capitulation de Bazaine rendra inutile toute négociation.

Deux navires de guerre français ont quitté Dunkerque pour la mer du Nord; chaque navire a 800 hommes de débarquement.

Bruxelles, 1^{er} novembre. — *L'Indépendance belge* publie aujourd'hui une lettre du général de Canisius, adjoint du maréchal Bazaine, où il déclare l'inconveniencia du trahison. La lettre déclare que l'armée française ne s'est rendue qu'à sa famine.

Loudres, 2 novembre. — Une députation de 2 000 personnes a présenté à Gambetta, hier, une pétition demandant l'organisation des forces disséminées indépendantes qui opèrent dans les départements. Gambetta a répondu que le salut du pays était dans ses propres mains, et que le gouvernement fournit une grande aide.

Tours, 2 novembre. — Les députés qui se sont présentés à Gambetta ont demandé que les représentants autorisés de réunions politiques de tout le pays, le soient accompagnés par plusieurs milliers de personnes qui sympathisaient avec la demande de levée en masse.

Les habitants du Havre ont souscrit 2 millions de francs au nouvel emprunt national.

Des nouvelles de Paris du 28 octobre disent que les Prussiens ont occupé en force quelques-unes des positions qu'il avaient abandonnées. Sur d'autre part, ils ont été chassés après un combat acharné.

Les souscriptions à l'emprunt national sont sombres; la somme payée dépasse déjà 90 millions de francs.

Le département du Jura est aujourd'hui délivré des Prussiens, qui marchent vers le Nord, et qui sont suivis par les Français.

M. Delpech, maire de Marseille, a donné sa démission pour s'enrôler, et a déclaré que les femmes pouvaient maintenant appeler les hommes tous les jours, qui, capables de porter les armes, ne sont pas partis au front.

Tours, 3 novembre. — En conséquence des termes proposés par M. Gambetta et acceptés aujourd'hui par M. Bismarck, ce dernier offre aux français un armistice de 25 jours pour permettre aux élections d'avoir lieu dans toute la France. L'armistice sera basé sur le maintien du statut quo militaire existant le jour de la signature.

Tours, 3 novembre. — Le gouvernement, à la date du 30, annonçait à Paris la capitulation de Metz. Un immédiat arrêtant a été fait pour la nuit à l'hôtel de ville. M. de la Faverie a fait un discours patriotique. Il a dit que l'armée devait attaquer bientôt les positions, rompre leurs lignes et donner la main aux troupes de la province.

Tours, 3 novembre. — Les journaux publient des extraits du *Journal officiel* de Paris du 1^{er}. Il est dit que le gouvernement de Paris a décidé à accepter l'armistice, et que M. Flourens, qui attendait une occasion, a fait une émeute, reprimée aussitôt par la garde nationale sous la conduite de M. Ferry, membre du gouvernement de Paris.

Voici les conditions de l'armistice proposé : La durée sera de vingt jours; les habitants auront pendant ce temps la liberté de se fournir des vivres; des élections libres auront lieu dans tous les départements.

On a reçus à Paris des nouvelles du 3. La tranquillité y règne complètement. Le gouvernement distribue aux troupes les instructions nécessaires pour l'application de l'armistice.

Londres, 3 novembre. — Jeudi prochain, Paris votera pour savoir s'il maintient ses pouvoirs au gouvernement provisoire. Chaque arrondissement nommera son maire.

Londres, 4 novembre. — Les deux corps d'armée qui opèrent au sud-ouest de Metz ont commencé le siège de Thionville.

Bruxelles, 4 novembre. — 70 000 Prussiens sont en route de Metz sur Paris; 50 000 autres marchent sur le Luxembourg, qui est entouré de 150 000 hommes, et 25 000 hommes.

Tours, 4 novembre. — Le gouvernement a décrété que tous les hommes capables de porter les armes, de 30 à 40 ans, mariés ou veufs, avec des enfants, seront mobilisés et organisés par les préfets pour être mis à la disposition du ministère de la guerre. Toute exemption basée sur la qualification de soutien de famille est abolie; la République pourvoira aux besoins des familles nécessiteuses. La République adoptera les enfants de moins de 12 ans, et ceux de 12 à 18 ans, et les personnes de 18 à 25 ans, dans un état de dépendance dans les deux mois suivant la bataille de campagne, et qu'il y aura de 100 000 habitants dans le département. La première bataille devra être prête dans un mois.

Bruxelles, 5 novembre. — Le Nord publie une lettre du maréchal Bazaine dans laquelle il nie avec indignation toute déloyauté, trahison ou mercerie avec les partisans du pouvoir déchu. Il passe en revue les causes et les fautes qui ont rendu l'expédition inévitable après un succès initial, et de grande souffrance.

Le général Bismarck a fait un discours en réponse dans lequel il a dit : « La République peut sans doute sauver. Si elle est perdue, nous sommes tous perdus avec elle. »

Londres, 5 novembre. — Il n'y a eu, ces trois jours passés, aucun combat autour de Paris. Le feu des forts, cependant, continue toujours, pour empêcher l'établissement des batteries prussiennes. Les canonniers sont très heureux à ce jeu-là.

M. de Kératry a été nommé à l'arrondissement de Bretagne. Il présente les affaires de ce poste sous le nom de son chef.

Tours, 5 novembre. — M. Henri Rochefort a donné sa démission de membre du comité de défense, parce qu'il n'est pas d'accord avec le gouvernement sur la question des élections.

Le général Clément Thomas a été nommé commandant en chef de la garde nationale de Paris.

Versailles, 6 novembre. — Le gouvernement provisoire a positivement rejeté le programme des MM. Thiers et Bismarck. On croit qu'une partie de la république est en persistance de M. Bismarck à ce sujet.

New-York, 7 novembre. — Le gouvernement provisoire agit énergiquement. On s'attend à une levée générale, car l'impression règne manifestement que la Prusse va vouloir seulement gagner le temps en faisant semblant de rechercher un armistice, afin que ses troupes qui investissent Metz puissent venir à Paris sans être arrêtées.

Tours, 7 novembre. — Les associations patriotiques de Paris sont tenues à faire une partie de leurs réunions dans des maisons de personnes de bonne réputation.

Les troupes ont été divisées en trois armées, dont l'une s'appellera garde nationale.

Londres, 8 novembre. — Le roi Guillaume a publié un ordre où vers un million de personnes ne sera désormais admise à entrer dans Paris ou à le quitter.

Toutes les communications au nord de Lyon ont été coupées par les Prussiens.

Vérdun, 8 novembre. — Des députés de l'armée de la Loire rappellent une loi d'engagement heureux qui ont été mis à Paris et à Saint-Lazare-les-Bois. Deux bataillons prussiens, soutenus par 4 500 cavaliers et 10 pièces d'artillerie, ont attaqué les avant-postes français. Après un combat de deux heures, comme la cavalerie française s'avancait pour les entourer, les Prussiens ont fait leur retraite, laissant entre nos mains 2 officiers, 30 hommes tués et 70 prisonniers.

Des députés de Rouen rapportent des succès remportés par les armes françaises dans cette partie du pays.

Une action générale a eu lieu aujourd'hui près d'Orléans. Toutes

